



Deuxième Examen global de l'Aide pour le commerce

Activités de la Banque africaine de développement
2008-2009



Groupes de la Banque
Africaine de Développement



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Deuxième Examen global de l'Aide pour le commerce

**Activités de la Banque africaine de développement
2008-2009**

**6-7 juillet 2009
Genève (Suisse)**

I. INTRODUCTION

Le présent document a pour objet de mettre en lumière certaines des activités d'Aide pour le commerce que la Banque africaine de développement (BAfD) a engagées depuis le premier examen de l'Aide pour le commerce, tenu en Tanzanie en 2007. La BAfD a également bénéficié de son solide partenariat avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'Organisation des Nations Unies et avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans le cadre du Groupe de travail de l'Aide pour le commerce pour l'Afrique.¹

II. LES ÉCONOMIES AFRICAINES ET LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

La plupart des pays africains ont connu cette dernière décennie une croissance économique régulière, due principalement à la croissance positive de l'économie mondiale et de la demande internationale de produits de base originaires d'Afrique. Mais la crise financière s'est répercutée sur des moteurs essentiels de la croissance économique tels que les exportations, les investissements et les envois de fonds. La BAfD prévoit une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) de 2,3 pour cent pour l'Afrique en 2009, soit moins de la moitié des 5,7 pour cent enregistrés en 2008. La baisse des recettes d'exportation se fera sentir sur les recettes budgétaires et les paiements courants de nombreux pays africains. La BAfD prévoit aussi pour 2009 un déficit budgétaire de 5,8 pour cent du PIB pour l'ensemble du continent, contre un excédent de 2,8 pour cent en 2008. Tous les effets de la crise financière ne sont pas encore connus et il importe que les pays africains continuent de les surveiller afin d'en détecter les signes avant-coureurs à mesure que la crise évolue.

S'agissant spécifiquement du commerce international, la crise financière a eu pour effet immédiat de provoquer une pénurie dans le financement du commerce, surtout en raison d'un manque de liquidités pour financer les crédits commerciaux. La BAfD a réagi en lançant une initiative de financement du commerce de l'ordre de 1 milliard de dollars EU pour soutenir la circulation des marchandises en Afrique. La BAfD travaille également de concert avec d'autres partenaires de développement, comme la Société financière internationale (SFI), à la mise en œuvre de l'initiative de financement du commerce. L'expérience montre qu'il est essentiel, en période critique, de maintenir l'accès au financement du commerce à des taux abordables, de manière à faire en sorte que le commerce international puisse continuer de jouer son rôle d'amortisseur.

En outre, l'OMC a prévu une contraction du commerce mondial de 9 pour cent pour 2009. Il importe donc de renforcer le système commercial multilatéral, qui offre aux pays frappés par la crise une chance de rétablir leur économie grâce aux échanges.

III. POURQUOI L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE IMPORTANTE?

Dans le contexte de la crise financière actuelle, l'Aide pour le commerce donne aux pays africains l'occasion de prendre des décisions stratégiques pour stimuler leurs performances commerciales. L'initiative Aide pour le commerce montre que la communauté internationale reconnaît que l'accès aux marchés n'est pas suffisant en soi et qu'il est nécessaire de remédier aux contraintes du côté de l'offre pour permettre aux pays en développement, et en particulier aux pays les moins avancés (PMA), de tirer parti des possibilités commerciales. Il importe au plus haut point que toutes les principales parties prenantes conjuguent leurs efforts pour identifier les contraintes du côté de l'offre – notamment pour ce qui est des infrastructures "matérielles et immatérielles" telles que les routes, les ports, les réseaux ferroviaires, les postes frontaliers uniques, l'harmonisation des systèmes douaniers, la formation des agents des douanes et la simplification des règlements et des prescriptions en matière de documentation – et y remédier.

¹ Le Groupe de travail de l'Aide pour le commerce en faveur de l'Afrique comprend la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies, et l'Organisation mondiale du commerce.

La BAfD sait que les possibilités d'accès aux marchés mondiaux pourraient offrir aux pays africains des sources de revenus durables à long terme propres à accroître l'emploi, à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté. Cependant, la BAfD sait aussi que toute forme de libéralisation des échanges par une réduction des droits de douane risque de provoquer une restructuration des activités susceptible d'entraîner une baisse des recettes budgétaires et une perte de compétitivité, ainsi que des changements dans la répartition de l'emploi. Il est donc de la responsabilité de la BAfD et des décideurs politiques d'anticiper ces effets économiques et sociaux potentiellement négatifs. L'initiative Aide pour le commerce constitue donc un instrument essentiel pour traiter certains de ces effets indésirables. Parce qu'elle accorde un intérêt spécial tant aux infrastructures physiques qu'au développement du secteur privé, la BAfD, en particulier, reconnaît l'importance du rôle qu'elle peut jouer dans le financement de l'Aide pour le commerce.

Depuis le début de ses activités en 1964, la BAfD a participé à la mise en place de projets qui renforcent et soutiennent l'intégration régionale par la création d'infrastructures, notamment dans le domaine des transports (principalement réseaux routiers et ferroviaires, aéroports et ports), de l'énergie (principalement électricité et, plus récemment, gazoducs) et des technologies de l'information et de la communication (nouveau domaine doté d'un fort potentiel de développement).

La BAfD a en outre joué un rôle important dans la consolidation de l'intégration régionale par sa coopération avec les organisations de développement internationales, régionales et sous-régionales ainsi qu'avec les gouvernements nationaux. Au fil des ans, elle a collaboré avec la Commission de l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), toutes les communautés économiques régionales, les banques de développement multilatérales, les organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations actives dans le domaine du développement pour renforcer le développement durable à long terme en Afrique et en assurer la réalisation.

IV. FAIRE PROGRESSER L'AIDE POUR LE COMMERCE

La BAfD a contribué activement à l'avancement des travaux dans ce domaine étant donné le rôle important que le commerce peut jouer dans le développement économique de l'Afrique. Afin de faire progresser l'Aide pour le commerce, les dirigeants de la BAfD et de la CEA/ONU, ainsi que le Directeur général adjoint de l'OMC, sont convenus de créer un Groupe de travail de l'Aide pour le commerce en faveur de l'Afrique. Ce groupe se compose de hauts fonctionnaires de ces trois institutions. Il a pour principaux objectifs de mettre en œuvre la Feuille de route 2008 pour l'Aide pour le commerce au moyen du Plan d'action de Maputo et d'identifier des projets potentiels en réserve, tout en s'attachant à créer un réseau d'Aide pour le commerce et à définir les rôles des trois institutions. En outre, le Groupe de travail met en œuvre la Feuille de route pour l'Aide pour le commerce au niveau du continent.

Les activités auxquelles la BAfD participe depuis le premier Examen global de l'Aide pour le commerce tenu à Genève en novembre 2007 sont les suivantes: réunions du groupe consultatif de l'OMC; symposium sur le suivi et l'évaluation – identification des indicateurs de suivi de l'Aide pour le commerce; atelier du FANDC sur la mobilisation de l'Aide pour le commerce au profit de la coopération technique dans le domaine sanitaire et phytosanitaire en Afrique de l'Est; réunion sur l'Aide pour le commerce avec l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) en Namibie; Conférence du *Geneva Trade and Development Forum*; réunions du Groupe d'experts sur le financement du commerce; réunion tenue en Afrique centrale avec le Centre du commerce international; réunion tenue en Afrique de l'Ouest avec l'Union européenne au sujet des accords de partenariat économique; atelier sur l'intégration régionale à Tunis; réunions du Groupe de travail de l'Aide pour le commerce en faveur de l'Afrique.

Suivi de l'Aide pour le commerce

La BAfD a rempli le questionnaire OMC/OCDE adressé aux donateurs de l'Aide pour le commerce et y a présenté en détail ses activités dans ce domaine en 2006 et 2007. Des départements qui, au niveau des régions ou dans le cadre de projets, ont bénéficié de l'Aide pour le commerce, ont contribué à ce travail approfondi. La BAfD finance un grand nombre de projets d'infrastructures, concernant principalement les transports (routes) et l'énergie. Les nouveaux engagements relatifs aux infrastructures en 2007 ont représenté 75 pour cent (684 millions de dollars EU) du total de l'Aide pour le commerce fournie par la BAfD. La part de l'Aide pour le commerce consacrée au secteur agricole a baissé à 25 pour cent environ (230 millions de dollars EU) en 2007. Toutefois, les décaissements pour des projets liés à l'agriculture sont restés élevés, puisqu'ils représentent, d'après les statistiques, 84 pour cent du total en 2007 contre 65 pour cent en 2006.

Mise en œuvre

Les 6 et 7 avril 2009, la BAfD a participé à la Conférence de haut niveau sur le Corridor Nord-Sud tenue à Lusaka (Zambie), qui avait été organisée par l'Équipe spéciale tripartite COMESA-CAE-CDAA. Les divers partenaires de développement se sont engagés à soutenir fermement cette initiative, à hauteur d'environ 1,2 milliard de dollars EU. La BAfD s'est engagée pour 600 millions de dollars EU sur quatre ans pour soutenir les activités relatives au Corridor Nord-Sud. Pour la période 2008-2010, elle a réservé une enveloppe d'investissement de 380 millions de dollars EU pour le Corridor, qui porte sur les projets suivants: i) pont de Kazungula (90 millions de dollars EU); ii) route Zomba-Blantyre (35 millions de dollars EU); iii) route de contournement de Lilongwe (corridor de Nacala); iv) liaison Lusaka-frontière du Malawi (corridor de Nacala) (81 millions de dollars EU); et v) route Iringa-Dodoma (176 millions de dollars EU). Les participants à la Conférence ont souligné la nécessité de mettre en place des initiatives similaires dans d'autres régions.

Le 22 mai 2009, les directeurs exécutifs du Groupe de la BAfD ont approuvé un prêt du Fonds africain de développement (FAD) de 22,98 millions d'UC (unités de compte) (35,6 millions de dollars EU) et un don de 1,124 million d'UC (1,7 million de dollars EU) pour financer la remise en état de la route Blantyre-Zomba, l'un des projets relatifs au Corridor Nord-Sud.

Encadré 1: Financement du Corridor Nord-Sud – La route Blantyre-Zomba

La route Blantyre-Zomba fait partie de l'axe nord-sud reliant les régions méridionales du Malawi aux régions centrales et septentrionales du pays et, au-delà, à la Tanzanie. Cette route de 60 km constitue une liaison importante sur la Route 29 du réseau régional des routes principales (RTRN) de la CDAA. Le projet doit être mis en œuvre sur une durée de cinq ans, pour un montant total de 26,713 millions d'UC (41 millions de dollars EU), dont 25,53 millions d'UC (40 millions de dollars EU) pour la route Blantyre-Zomba. Pour les bénéficiaires, les avantages les plus notables seront l'accroissement de l'activité économique grâce à l'amélioration des services de transport, avec la réduction du coût des transports et de la durée des voyages et le renforcement de la sécurité routière et, au bout du compte, la hausse du niveau de vie des populations de la zone environnante. Le projet apportera des avantages supplémentaires par la création d'emplois pendant les travaux de construction et l'obtention de contrats de sous-traitance pour la fourniture de biens et services.

Une enveloppe supplémentaire de 350 millions de dollars EU a été réservée pour des interventions dans les corridors de liaison et plusieurs projets sont en préparation pour la période 2011-2013. Dans le cadre du programme IPPF du NEPAD, un montant de 11,6 millions de dollars EU est en cours de traitement pour les études préparatoires, le renforcement des capacités et la facilitation des échanges. La réunion a montré que les partenaires de développement étaient résolus à mettre l'accent sur l'investissement en faveur des infrastructures liées au commerce et à faire en sorte que l'Aide pour le commerce garde un rang élevé de priorité. Le défi consiste à présent à entretenir cette dynamique.

V. EXAMEN GLOBAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

La BAfD a pris part aux travaux de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce depuis la création de celle-ci en 2006 et a joué un rôle prépondérant avec la CEA et l'OMC pour assurer la reconnaissance du programme de l'Aide pour le commerce auprès des communautés économiques régionales et des gouvernements nationaux. La BAfD a également contribué à l'organisation du premier examen régional de l'Aide pour le commerce à Dar es-Salaam (Tanzanie) en octobre 2007. Cette manifestation a permis de faire connaître l'initiative en Afrique grâce à la présence nombreuse de plus de 400 délégués, représentant aussi bien les gouvernements (dans les domaines du commerce et des finances), les donateurs, les organisations non gouvernementales, les organisations intergouvernementales et le secteur privé. Enfin, la BAfD a participé au premier Examen global de l'Aide pour le commerce tenu à Genève en novembre 2007. Elle y a présenté un rapport sur les résultats de l'examen régional tenu à Dar es-Salaam et sur le plan d'action élaboré à cette occasion.

VI. PROCHAINES ACTIVITÉS

En coopération avec la CEA et l'OMC, la BAfD projette d'organiser des examens sous-régionaux en Afrique de l'Ouest (avec la CEDEAO) et éventuellement en Afrique centrale (avec la CEEAC). Ces manifestations auront lieu avec la collaboration des donateurs et avec leur soutien.

VII. PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ACTIVITÉS D'AIDE POUR LE COMMERCE

Des progrès ont été réalisés dans les directions suivantes:

- mise en œuvre de la Feuille de route de l'Aide pour le commerce: i) par une contribution aux activités de suivi; et ii) par des discussions concernant les éventuels projets susceptibles de bénéficier d'un concours financier";
- renforcement et amélioration de la coordination avec les autres institutions (CEA, OMC, communautés économiques régionales);
- amélioration de la communication concernant les activités d'Aide pour le commerce grâce au processus de Genève (réunions du Groupe consultatif et du Comité du commerce et du développement); et
- liaison entre les activités d'Aide pour le commerce et la situation mondiale actuelle (c'est-à-dire à la crise financière mondiale).

VIII. MOYENS D'ALLER DE L'AVANT

Les points ci-après devraient retenir l'attention dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce quant aux moyens d'aller de l'avant:

- améliorer dans les pays concernés la participation des dirigeants politiques à l'initiative afin d'en assurer le succès;
- renforcer le financement de l'Aide pour le commerce;
- améliorer la compréhension des instruments disponibles au titre de l'Aide pour le commerce par les pays Membres de la région;
- mettre l'accent sur les priorités identifiées par les parties prenantes;

- identifier quelques priorités majeures comme la facilitation des échanges;
 - renforcer l'exécution des projets régionaux;
 - associer davantage le secteur privé; et
 - assurer la cohérence entre les principales parties prenantes et leur coopération.
-